

LA SOLIDARITÉ, CE SUSPECT PRÉSUMÉ COUPABLE

Il se passe quelque chose d'étrange dans nos démocraties... Aider les plus démunies coûterait trop cher. Défendre les services publics serait irréaliste. Revendiquer davantage de justice sociale serait naïf, voire irresponsable. À écouter certains discours politiques, le véritable problème ne serait plus la pauvreté, mais celles et ceux qui en subissent les conséquences.

Le vocabulaire lui-même a changé. On ne parle plus de solidarité, mais de responsabilisation. Plus de droits sociaux, mais de conditions. Plus de protection collective, mais davantage de contrôle. Le message implicite est clair : si vous êtes en difficulté, c'est certainement que vous n'avez pas fait assez d'efforts.

La solidarité elle-même semble devenir... suspecte !

Ce renversement est redoutablement efficace. Une question collective — comment organisons-nous la solidarité dans une société riche ? — devient une affaire individuelle : pourquoi certains coûteraient-ils aux autres ?

Et pendant que l'on traque la fraude sociale avec une énergie spectaculaire, les milliards de la fraude fiscale qui échappent à l'impôt semblent susciter un enthousiasme nettement plus modéré.

Dans ce climat, le virage politique à droite que connaissent la Belgique et de nombreux autres pays en Europe et à travers le monde se présente comme une évidence pragmatique : réformer, rationaliser, serrer la vis. Mais derrière ce discours de réalisme, ce sont souvent les mêmes équilibres qui vacillent : services publics fragilisés, monde associatif sous pression, droits sociaux progressivement rabaissés.

Soyons clairs : ce glissement politique ne tombe pas du ciel. Il prospère sur les incertitudes, sur les frustrations, sur le sentiment d'abandon d'une partie de la population. Et dans un monde complexe, certains ont trouvé une réponse

simple : désigner des responsables faciles. Les migrants. Les chômeurs. Les allocataires. Et tant d'autres.

Diviser les citoyen·nes entre eux·elles a toujours été une stratégie politique efficace. Elle présente un avantage considérable : pendant que les regards se tournent vers les plus faibles, les déséquilibres structurels du système restent, eux, soigneusement hors champ.

Mais il y a une chose que l'histoire sociale nous rappelle avec constance : les sociétés qui commencent à considérer la solidarité comme un luxe finissent presque toujours par découvrir qu'elle était en réalité une nécessité, un socle, une fondation.

C'est précisément pour cela que le MOC et ses instances existent et agissent au quotidien : pour rappeler que la démocratie ne tient pas seulement à ses institutions. Elle tient aussi à la manière dont une société choisit – ou non – de prendre soin de ses membres. De tous ses membres.

Résister aux politiques antisociales est indispensable, mais cela ne suffit pas. Il faut reconstruire des alternatives crédibles, redonner aux citoyen·nes les moyens de comprendre les mécanismes économiques et politiques qui façonnent leur quotidien, et rouvrir l'horizon d'un projet collectif.

Car au fond, la question n'est pas budgétaire, comme on tente de nous le faire croire. Elle est profondément politique. Parce que le jour où une société commence à considérer la solidarité comme un problème, ce ne sont pas seulement les plus pauvres qui ont perdu.

C'est la démocratie qui se perd elle-même.

Raphaël Goblet, animateur au Ciep Luxembourg.

P. 1

Éditorial

P. 2-3

En bref dans nos organisations

P. 4-5

Faisons connaissance avec...

Pierre Conrotte,
Ex-secrétaire du
service frontalier de la
CSC Luxembourg,
fraîchement retraité

P. 6-7-8

Dossier :

L'extrême droite aux
portes du pouvoir ?

¹ Nouveaux logos, nouvelles typographies, des supports réactualisés et un site internet fraîchement mis en ligne !

² (Re)découvrir l'édito complet dans le Perspectives n°2 – sur demande à info@mocluxembourg.be.

EN BREF DANS NOS ORGANISATIONS



JOURNÉE PORTES OUVERTES CSC LUXEMBOURG

DES INFOS SUR VOS DROITS LORS D'UN MOMENT CONVIVIAL !

Lors de cette journée, la CSC Luxembourg vous invite à découvrir ses différents services et les associations qui gravitent autour du syndicat ainsi qu'à prendre connaissance des démarches essentielles après les études.

INFOS ET RÉSERVATIONS	Vendredi 10 avril dès 8h30
📍 CSC Luxembourg 1, rue Pietro Ferrero 6700 Arlon	GRATUIT ✉ eventslux@acv-csc.be

103^{ÈME} SEMAINE SOCIALE DU MOC

L'ÉCONOMIE SOCIALE POUR DÉPASSER LE CAPITALISME

Troisième volet d'une trilogie entamée en 2024 qui situe « le MOC face aux transformations sociales » ; cette Semaine sociale invite à surplomber le travail quotidien pour construire ensemble une ambition forte : comment penser et développer l'économie sociale et solidaire comme alternative désirable au modèle capitaliste mortifère, depuis nos lieux de vie, avec le habitant-es, dans une perspective émancipatrice et solidaire, porteuse d'égalité et écologiquement pérenne ? Cette édition 2026 viendra également soutenir la voie postcapitaliste, d'avant-garde et internationaliste définie lors du Congrès de 2023.

📅 16 ET 17 AVRIL de 9h30 à 17h

📍 CHARLEROI CEME - rue des Français, 147.



VOUS SOUHAITEZ Y PARTICIPER ?

Contactez-nous au plus vite afin d'organiser le covoiturage vers Charleroi.

INFOS ET INSCRIPTIONS

✉ info@mocluxembourg.be
📞 063/ 21 87 38

DÉMYSTIFIONS LA POLITIQUE LOCALE

À LA DÉCOUVERTE DES INSTITUTIONS POLITIQUES D'ARLON

Le projet *Démystifions la politique locale !* s'inscrit dans une démarche inclusive. Il vise à renforcer la participation et l'intégration politiques et à créer des ponts entre les différentes communautés des deux côtés de la frontière, deux régions où le droit de vote est obligatoire.

PROGRAMME

Rendez-vous Place Léopold, n°1 - 6700 Arlon

10H30 Visite de la salle du conseil provincial de la province de Luxembourg.

Rencontre et échanges avec les élu·es.

12H Pause (sandwichs offerts).

14H Visite de l'hôtel de ville d'Arlon.

INFOS ET INSCRIPTIONS

📅 18 AVRIL - À 10h30

✉ p.jungers@mocluxembourg.be

📍 ARLON - Place Léopold.

📞 061/21.87.33



Projet cofinancé par l'UE dans le cadre du programme Interreg Grande Région 2021-2027.

LA NOUVELLE ÉTUDE DU CEFOC

PANSER NOS LIENS AU VIVANT

Et si repenser notre rapport au vivant passait... par un chat ?

De la philosophie à la littérature, de l'anthropologie à la spiritualité, cet ouvrage invite à un voyage sensible et critique au coeur de la « grande division » entre l'humain et la nature. En suivant les traces de penseurs contemporains mais aussi celles de chats en littérature, les autrices interrogent les évidences culturelles propres à la modernité occidentale : pourquoi et comment l'humain s'est-il cru séparé du reste du vivant ? Avec quelles conséquences ? S'approprier cette question peut-il permettre de réapprendre à habiter la Terre avec égards, vers plus de justice sociale et climatique ?

Ce livre est une invitation à la métamorphose : desserrer nos certitudes, rouvrir l'imaginaire, choisir des formes d'alliance plutôt que de séparation. Il appelle à inventer des manières d'être qui libèrent, relient et donnent à la Terre, donc aussi à nous-mêmes, la possibilité d'un avenir habitable. Pour celles et ceux qui forment, transmettent, accompagnent, résistent et pour quiconque souhaite participer à l'émergence d'un monde où vivre ensemble - humains et non-humains - redevient possible. Car penser autrement le monde, c'est déjà commencer à le panser.



PANSER NOS LIENS AU VIVANT

Sur la piste de penseurs humains et passeurs félins.

De Dominique Desclin et Bénédicte Quinet

Disponible en commande sur le site
www.cefoc.be

FESTIVAL « LIRE ET ÉCRIRE » – 26 MAI

TOUT LE MONDE A SON MOT À LIRE... À VIELSALM

Partager le plaisir de lire autour d'un roman de la collection La Traversée, que l'on soit un lecteur débutant ou confirmé. Tel est l'objectif poursuivi par le Festival *Tout le monde a son mot à lire*, initié et coordonné par l'ASBL Lire et Ecrire Luxembourg.

Pour sa 5^e édition, l'événement s'arrêtera à Vielsalm où la commune et le secteur associatif se mobilisent pour faire de ce festival une réussite.

Le clap de départ du festival sera donné le mardi 26 mai à 13 heures, dans les locaux de l'ASBL Les Hautes Ardennes. Les résident-es de la maison de repos La Bouvière accueilleront ensuite les spectateur-ices. C'est là que seront notamment proposées des lectures croisées avec des demandeur-euses de protection internationale venu-es du Centre de Bovigny.

Une promenade conduira ensuite les participant-es vers l'espace d'accueil de la Régie des quartiers de la Salm, association qui s'est mobilisée pour proposer un moment lecture avec Cap'Vers.

Des moments de lecture sont également programmés au kiosque situé au coeur du lac des Doyards, à la gare de Vielsalm et dans les locaux de l'AMO Etincelle. Les animateur-ices de la

Maison des jeunes seront de la partie de même que plusieurs groupes de l'ASBL Lire et Ecrire Luxembourg.

Au menu encore : des lectures vidéo, du théâtre d'ombre et du théâtre objet.

La journée se clôturera à la Bibliothèque où des lectrices et des lecteurs vous accueilleront de 19 à 21 heures. Plusieurs autrices de la collection ont déjà annoncé leur venue.

Envie de rejoindre la manifestation pour participer aux lectures ? Il vous suffit de contacter l'ASBL Lire et Ecrire Luxembourg (voir coordonnées ci-dessous). La seule consigne est de proposer un extrait d'un roman de la collection La Traversée. Vous pouvez choisir de lire seul.e, à plusieurs, avec de la musique, de manière théâtrale, ... tout est possible.

Si vous préférez venir écouter les lectures, l'événement est gratuit.

INFOS ET RÉSERVATIONS

Mardi 26 mai à 13h

📍 Les Hautes Ardennes
Pl. des Chasseurs Ardennais
6690 Vielsalm

GRATUIT
✉ nathalie.husquin@lire-et-ecrire.be
☎ 0477.81.31.84



FAISONS CONNAISSANCE AVEC ...

PIERRE CONROTTE

PEUX-TU RETRACER TON PARCOURS PROFESSIONNEL ?

J'ai commencé à travailler en novembre 84 dans une ASBL d'aide à la jeunesse « Le coup de pouce » où j'occupais un poste de secrétaire, j'y suis resté 3 ans. Ensuite j'ai choisi de partir comme commercial au Luxembourg où je suis resté une vingtaine d'années. J'ai eu une carrière en croissance.

J'avais une ligne de conduite pendant toutes ces années : le service et la qualité de service à offrir aux client-es plus que le produit en lui-même ; c'était le leitmotiv et c'est cela que j'ai retrouvé chez la plupart de mes employeurs.

Je me suis ensuite retrouvé au chômage, ça a été un élément déclencheur pour moi. Ça a été une période importante de ma vie parce qu'en tant que chômeur, tu sens le regard des autres. Là je me suis dit qu'il fallait que j'envisage de faire quelque chose à caractère citoyen. Ma dernière expérience professionnelle de cette partie de ma vie s'est terminée en eau de boudin. J'ai traversé une période de burn-out de 6 mois. Je suis reparti au travail mais suite à un désaccord sur un plan d'actions proposé à mon employeur, on a mis un terme à ma carrière en tant que commercial. J'ai profité de cette petite période de chômage pour imaginer et préparer la suite de ma carrière. J'ai fait, avec un professionnel, un bilan de compétences, une démarche qui s'est avérée lumineuse car elle m'a ouvert les yeux sur mes capacités. En effet, après avoir travaillé 20 ans en tant que « commercial », tu te dis que tu ne sais plus faire que ça alors que c'était totalement faux. Je suis alors allé faire un stage d'aide à la recherche de travail à l'association « Emploi mode d'emploi » à Neufchâteau. Ce stage a été une réelle dynamique de remise en question, de recherche, d'exercices ; tu vois que tu n'es pas tout seul, tu te rends compte que chacun, dans son domaine, apporte une pierre à l'édifice et cela te redonne une place dans la société, dans le monde du travail. A l'issue du stage, j'avais 4 possibilités d'emploi dans des domaines à caractère citoyen. Un poste se libérait à la CSC au service frontalier. C'est Jean Noël qui occupait le poste. J'ai passé deux après-midis avec lui pour prendre connaissance du métier en lui-même, c'était important pour moi. J'ai ensuite passé les examens, j'ai été retenu et puis on a fait ce qu'on a pu à notre niveau : 17 années à la CSC au service frontalier.

AU NIVEAU DU SYNDICAT, QUELLES SONT LES ÉVOLUTIONS QUI T'ONT MARQUÉ ?

À la base, j'avais mis une priorité sur le service aux membres : accueillir des gens qui viennent avec des questions ou problèmes, les écouter avec comme objectif que, lorsqu'ils sortent de mon



Ex-secrétaire permanent du service frontalier de la CSC Luxembourg, fraîchement retraité.



bureau, ils ont quelque chose en main. En sortant de mon bureau, ils doivent savoir où ils en sont et ce vers quoi il est possible qu'ils aillent. Jusqu'aux années Covid, j'avais des permanences à Bastogne (parfois 20 personnes) c'était énorme ! Je consacrais le temps qu'il fallait à écouter chacun : gérer des licenciements, leur expliquer leurs droits, comment les défendre, quels recours ils avaient, et puis poser les limites ! J'étais sensibilisé par la situation des gens et je n'avais d'autre objectif que de mettre en place un accompagnement. On vivait en permanence libre. Survient le Covid qui fout tout en l'air ! On a perdu une méthode de travail, on a mis en place un système de rendez-vous, qui ne permet pas de toucher autant de gens, on travaille de façon électronique, par téléphone, on analyse à distance et on reçoit sur rendez-vous pour les situations problématiques. Avant, j'avais les gens en face de moi, je prenais le temps de discuter ! J'en ai été largement remercié ! A l'époque, j'avais des collaborations très efficaces avec des organismes de sécurité sociale tels que la Caisse d'allocations familiales, la Caisse accident, la Caisse de pensions, de maladie, ...

La dernière grosse évolution et qui n'est pas bonne, ce sont les gouvernements de droite mis en place depuis les élections de 2024. Il y a une charge mise sur les organisations syndicales pour nous discréditer un max, une charge sur tous les travailleurs et toutes les travailleuses et sur les structures d'intégration sociale comme les CISP¹. Ce que le MR et Les Engagés font aujourd'hui, c'est une honte, un scandale !

QUELS SONT, SELON TOI AUJOURD'HUI, LES GRANDS ENJEUX SUR LESQUELS IL FAUT SE MOBILISER ?

Les grands enjeux, c'est pouvoir s'occuper des gens précarisés ! C'est de voir de quelle manière ces gens vont garder une place dans la société sans se faire exclure par le gouvernement, sans se faire exclure d'un organisme de Sécu, de leur entourage, de leur voisinage. Depuis quelques années, on a tendance à stigmatiser les chômeurs, les étrangers, les malades, ... Aujourd'hui, on a ce



Mobilisation des associations et du non-marchand à Marche-en-Famenne le 10 février 2026.

revirement d'extrême droite, ce courant très fort contre lequel il va falloir lutter. Ce sera long parce que les discours politiques tombent trop facilement dans les oreilles de la population. Le problème c'est que les gens ne savent plus lire, écouter, réfléchir : on prend ce qu'on nous donne et on digère ça comme on peut. C'est grâce à ça que le MR a été élu. Ce sont des menteurs, ils protègent une partie de la population, ceux qui ont de l'argent ; ils protègent les entreprises qui ont de l'argent et qui bénéficient d'aides de l'Etat

alors que les conditions de travail des travailleur-euses n'évoluent guère, les salaires non plus !

La récompense au travail n'est pas ce que le MR prétend, il faut en avoir conscience. Un des gros enjeux c'est celui-là : il faut préserver la Sécurité sociale.

QUELLES SONT LES ÉVOLUTIONS NOTOIRES QUE TU RELÈVES POUR LES DROITS DES FRONTALIERS CES 17 DERNIÈRES ANNÉES ?

Ça n'a pas toujours été dans le bon sens ! On a vécu en 2016 une première attaque : la fin du droit aux allocations familiales. Il y a eu une

réforme des allocations familiales au Luxembourg qui supprimait la notion de « groupe familial », il y avait des majorations en fonction du groupe et le gouvernement luxembourgeois a commencé à octroyer le même montant pour chaque enfant. Il a arrêté les allocations familiales à partir de 18 ans, a mis un système de bourse d'études contre lequel notre service s'est battu et a gagné. C'est une grande victoire : on a eu un jugement de la Cour européenne de justice qui a mis un terme à ce système de bourse d'études luxembourgeois qui était discriminatoire à l'époque et qui a été revu, corrigé plusieurs fois. Plus récemment, les frontaliers ont eu affaire à une réforme des pensions. Moins grave que celle connue en Belgique mais réforme quand même qui modifie le calcul de la carrière. Elle est passée tout en douceur, sans réactions dans la presse à ce sujet ! Pourtant il n'y avait pas de mise en danger de cette partie pension. Les réserves étaient telles que le Luxembourg aurait pu encore payer les pensions pendant 30 ans sans prélèvement de cotisations de sécurité sociale. C'est une claque de plus pour les frontaliers même si elle touche tous les travailleurs.

« PIERRE REMET LE PRIX... »

• D'UN LIVRE MARQUANT À ...

« Les fourmis » de Bernard Werber

Les fourmis ont un système de société assez particulier et dans ses bouquins, l'auteur fait beaucoup de liens avec la société humaine. Au-delà du fait que j'adore cet insecte-là, c'est un roman qui correspondait assez bien à ce que je pouvais trouver comme réflexion sur notre société actuelle.

• D'UNE RENCONTRE MARQUANTE À ...

Plusieurs prix à distribuer !

Isabelle Michel : c'était ma première collègue à la CSC; elle m'a appris aussi le métier.

Josy Arens : il avait cette capacité d'analyse et d'écoute vis-à-vis des problèmes que les gens rencontraient ; il prenait les choses à coeur et intervenait à son niveau. Il faisait ce qu'il pouvait. Il avait beaucoup de contacts au Grand-Duché de Luxembourg.

Marie-Hélène Ska : elle est dans une position qui n'est pas évidente actuellement. Elle doit agir dans un monde « masculin » ; le syndicat reste un monde masculin même si sans doute moins qu'il y a quelques années. Elle mène sa barque magistralement, j'ai beaucoup d'admiration et d'estime pour elle. Ce sont des gens qui, quand tu les écoutes, quand ils font leurs discours de fin de séminaire, si tu avais oublié le sens de ton métier, à ce moment-là, te le rappellent.



QUEL REGARD PORTES-TU SUR TOUTES CES ANNÉES DE TRAVAIL ?

Je ne peux pas dire que je pars avec la satisfaction du travail accompli ; il y a toujours une partie de conditionnel. Comme j'ai eu une carrière en deux temps, quand j'ai travaillé comme commercial, j'avais pour ligne prioritaire le service à la clientèle. De la même façon que, quand je suis arrivé à la CSC, ma priorité était le service aux membres, la qualité du service et l'accompagnement qu'on est en mesure d'offrir ; plus que l'action politique qui est un aspect indispensable et important du métier. Mais on est un syndicat qui doit aider les gens, un syndicat dont les membres doivent pouvoir venir nous trouver avec leurs valises. Et c'est à nous de prendre les valises et de les emmener au meilleur endroit possible.

L'EXTRÊME DROITE AUX PORTES DU POUVOIR ?

Il y a quelques années, personne n'imaginait que l'extrême droite serait aux portes du pouvoir dans une bonne partie des démocraties du globe.



Ce courant politique prend de plus en plus de place au sein d'exécutifs aux quatre coins du monde. États-Unis, Argentine, Chili, Inde, Israël et, il n'y a pas si longtemps, le Brésil. L'Union Européenne ne déroge pas à la règle.

Les pays de la deuxième puissance économique mondiale voient leurs

paysages politiques de plus en plus obstrués par l'ultra-droite.

En Belgique, nous pensions être immunisés contre cette idéologie dans le sud du pays. Quelques années plus tard, l'extrême droite s'impose de plus en plus et contamine même des courants politiques de droite et de centre-droite.

De septembre à février, votre rendez-vous mensuel au Centre culturel d'Aubange « le Cinéma du monde » vous a proposé un cycle de rencontres sur ce mouvement politique conservateur.

Six mardis soirs ont été consacrés à décortiquer ce système de pensée. Nous avons choisi d'alterner ces séances entre longs - métrages et lieux de débat avec des experts qui ont pu apporter leur regard sur l'extrême droite ou sur des thématiques qui y sont liées.

Pour introduire ce cycle de soirées ciné, nous avons proposé en septembre le film lauréat de deux Oscars et auréolé du Grand Prix à Cannes 2023 : « La Zone d'intérêt » réalisé par Jonathan Glazer.

Ce long métrage explore la vie du commandant d'Auschwitz, Rudolf Höss, et de sa femme Hedwig, tentant de construire une vie de rêve à côté du camp de concentration.

STEVE BANNON, L'EXPORT D'UNE IDÉOLOGIE NÉFASTE

Après cette introduction, nous nous sommes intéressés au message de l'extrême droite et aux stratégies utilisées pour le répandre dans l'opinion publique. Pour ce faire, nous avons consacré la soirée à un personnage nommé Steve Bannon. Ce militant conservateur a beaucoup influencé la pensée et la stratégie politique du quarante-cinquième et quarante-septième président des États Unis : Donald Trump.

Réputé pour avoir été le stratège du pensionnaire de la Maison-Blanche, Steve Bannon est la figure emblématique de l'ultra-droite américaine. Remercié de son poste de conseiller à la Maison-Blanche, il a exporté son idéologie populiste auprès des partis nationalistes européens, rêvant d'un nouveau mouvement mondial.

Après l'avoir suivi durant une année, dans son reportage, la réalisatrice Alison Klayman met en exergue les efforts de Steve Bannon pour mobiliser et unifier ces partis d'extrême droite en vue de remporter des sièges aux élections parlementaires européennes de mai 2019. Pour conserver son pouvoir et son influence, il continue de faire la une des journaux en manipulant et protestant partout où il va, afin d'alimenter le puissant mythe sur lequel repose sa survie.

Depuis le tournage de ce film, Steve Bannon a continué son travail de lobbyisme auprès des pays européens. Aux USA, il a eu quelques déboires avec la justice qui l'a condamné deux fois : pour détournement de fonds et pour obstruction à l'enquête autour de la tentative de coup d'État du 6 janvier 2021. Cela a donc diminué son exposition médiatique, mais n'a pas entamé sa démarche pour faire monter le conservatisme.

Son programme rêvé comprend un protectionnisme économique et un rejet viscéral de l'islam et des musulmans, et plus généralement des minorités raciales et LGBTQIA+. Il prône aussi une supériorité de la chrétienté (catholique). De façon concrète, il est aussi impliqué dans le scandale de Cambridge Analytica¹, ce qui démontre son action pour peser directement dans la prise de pouvoir de personnalités d'extrême droite à travers le monde.

Le « *flood the zone* », la remise en cause des médias, la banalisation progressive des argumentaires autoritaires

Certaines de ses stratégies sont apparentes, mais elles ne sont pas exposées de façon frontale; par exemple le « flood the zone »², la remise en cause des médias, la banalisation progressive des argumentaires autoritaires. Et ces stratégies ont fait des émules. À la suite de la victoire de Trump, des politicien-nes les ont appliquées telles quelles dans leurs pays. Par exemple, en Belgique, on ne peut plus passer à côté des déclarations incessantes de certaines personnalités politiques, dans le but de saturer l'espace médiatique.

UNE VAGUE BRUNE QUI N'ÉPARGNE PAS L'EUROPE.

Lors de la troisième soirée du cycle, nous avons reçu Manuel Abramowicz, coordinateur du journal en ligne *Résistances.be*. Nous avons pris le temps d'observer avec lui la montée de l'ultra-droite en Europe et en Belgique.

Actuellement au sein de l'Union, l'extrême droite est au pouvoir en

¹ Société britannique, utilisée par Donald Trump lors de sa campagne de 2016, à l'origine d'un scandale pour avoir siphonné les données de 87 millions d'utilisateurs Facebook à leur insu dans le but d'influencer leurs intentions de vote.

² Formule de Steve Bannon signifiant « inonder la zone ». Stratège utilisé par l'extrême droite américaine pour inonder les médias dans le but d'empêcher la vérification des faits et de noyer toute opposition potentielle.

Italie, en Hongrie et en Pologne. Les extrémistes participent aussi au pouvoir en Slovaquie, aux Pays-Bas et en Finlande et ils ont un poids important dans la plupart des autres nations de la zone de libre-échange européenne.

Au niveau du Parlement européen aussi cette tendance se confirme. Les Italiens de Fratelli d'Italia ; les Polonais du PiS et les élus du parti des Finlandais sont ainsi membres du groupe Conservateurs et réformistes européens (CRE). Les eurodéputés italiens affiliés à la Ligue et leurs homologues néerlandais issus du Parti pour la liberté siègent quant à eux au sein du groupe des Patriotes pour l'Europe, en compagnie des élus français du Rassemblement National (RN) et du Fidesz de Viktor Orbán, qui avait été exclu du groupe du Parti Populaire Européen (PPE) en mars 2021. Enfin, au début de la mandature actuelle (2024-2029), un troisième groupe d'extrême droite a vu le jour : Europe des Nations Souveraines (ENS). Il repose pour moitié de ses effectifs (13 sur 25) sur l'AfD, le parti nationaliste allemand qui avait été exclu d'Identité et démocratie à cause des propos de son leader, Maximilian Krah, sur la responsabilité des anciens nazis.



Manuel Abramowicz explique cette évolution : « La droite classique utilise l'extrême droite pour faire passer une série de choses. L'extrême droite est réapparue dès la fin de la seconde guerre mondiale, au début cantonnée en Italie. Sa remontée réelle commence en Angleterre avec le National Front à la fin des années 70. L'Angleterre est le premier pays qui va payer les pots cassés de la crise. On voit alors la vieille tactique du bouc-émissaire se mettre en place et on va pointer du doigt les immigrés, les étrangers, etc. »

« L'idée de l'émigration de confort est un mythe. L'émigration est quasi systématiquement subie ».

Pour le coordinateur du journal en ligne *Résistances.be* : « L'argumentaire est simpliste : notre pays est à nous. Les étrangers dehors. » et démontrer cet argumentaire prend beaucoup de temps. Montrer qu'en réalité, l'expulsion serait très délétère pour la population est encore plus difficile. Donc, il reste toujours une force de persuasion importante de l'argument simpliste, même en présence d'un contre-discours. » Avant d'ajouter pour étayer son propos « En Allemagne, il y a 10 000 médecins syriens qui travaillent en grande partie dans les hôpitaux publics. En cas d'expulsion, cela engendrerait une situation catastrophique. Les pouvoirs publics sont donc dans une situation compliquée puisque

d'une part, l'AfD pousse pour l'expulsion et son poids politique est important, et d'autre part, cette population immigrée est nécessaire au fonctionnement de la société. L'idée de l'émigration de confort est un mythe. L'émigration est quasi systématiquement subie ».

Selon lui, la situation est grave : « Il y a 30 ans, on ne disait jamais

que l'extrême droite était dangereuse parce qu'elle est raciste, désormais c'est l'argumentaire habituel. Il y a beaucoup plus de racistes ne faisant pas partie de ce courant de pensée que de racistes actifs au sein de ce dernier. Ce qui signifie que tous les bords politiques ont des racistes dans leurs rangs, ce qui rend effectivement la lutte contre le racisme et la xénophobie plus complexe à mener ».

Il est aussi utile de rappeler que « L'Europe est le berceau des génocides. Le narratif selon lequel l'antisémitisme serait le fait des arabes passe sous silence que le génocide des Juifs a eu lieu en Europe et par des Européens. C'est donc un argument construit sur des prémisses racistes

infondées, qui occulte l'histoire et rend l'auto-critique impossible. Si l'antisémitisme et le racisme sont exercés par les « autres », alors on est légitime à ne pas se sentir responsables, et même à lutter contre ces « autres » ».

COMMENT APPORTER UN CONTRE-DISOURS ?

« Dire aux gens de ne pas voter pour l'extrême droite parce qu'elle est raciste, ça ne fonctionne pas. Il faut définir qui est notre interlocuteur et montrer comment ce programme politique le concerne ». Par exemple : « en Allemagne nazie, on pouvait être condamné parce qu'on écoutait ou jouait du jazz. Des textes modernes issus de l'entourage de Marine Le Pen, reprennent ces argumentaires, concernant le Hip-hop aujourd'hui ». Certains publics sont plus victimes de ces courants conservateurs : « Les femmes, 50% de l'électorat de l'extrême droite, sont visées par des restrictions de leurs libertés. Quant aux ouvriers, ils ne sont pas l'électorat majoritaire de l'extrême droite, contrairement à ce que les médias relatent, sans le vérifier. Donc pour convaincre cet électorat, qui est dégoûté et pas raciste, il faut démonter les arguments en exposant le programme de ces partis, et encourager les gens à voter pour leurs intérêts. Les partis d'extrême droite n'oeuvrent pour l'intérêt que d'une minorité absolue de personnes ».

Aujourd'hui, cette idéologie est réellement aux portes du pouvoir, et la plupart des gens ne se rendent pas compte du monde que cette mouvance nous prépare.

Mais lorsqu'on a une population à qui on propose un réel programme adapté à leurs besoins, cela peut déboucher sur des victoires électorales. « *L'exemple de Zohran Mamdani à New York est une illustration de cela. Il a remporté une élection sur base d'un programme social ambitieux et pertinemment argumenté, les électeur-rices y ont été sensibles. La meilleure politique sécuritaire est celle qui offre de bonnes conditions de vie aux personnes* » conclut Manuel Abramowicz.

LUTTER ACTIVEMENT CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Nous avons entendu que cet horizon brunâtre n'est pas une fatalité. Pour clôturer ce cycle de rencontres, nous nous sommes posé la question de la manière de lutter contre l'extrême droite. Cette question, nous l'avons développée avec Julien Dohet, secrétaire politique du Setca à Liège et membre du front antifasciste de Liège.

Nous observons depuis quelque temps que des citoyen-nés commencent à se mobiliser un peu partout à travers des fronts antifascistes. Ces groupes « antifa » militent contre le développement de ces idéologies extrémistes de droite.

Ces militant-es sont de plus en plus décrié-es et même criminalisé-es par les extrémistes qu'ils dénoncent tels que Donald Trump, voire Georges Louis Bouchez sur certains points.

L'exposé proposé par Julien Dohet retrace une perspective historique du fascisme pour mettre en évidence les similarités, mais aussi les différences, avec ce qui est aujourd'hui rangé dans la catégorie du fascisme.

Des origines à nos jours, on constate que le fascisme a joué un rôle, notamment au service des intérêts économiques des industriels. C'est la raison pour laquelle il est généralement peu combattu par les institutions (pas de dénazification, utilisation des anti-communistes pendant la guerre froide, lois d'amnisties extrêmement laxistes après la seconde guerre mondiale, etc.). De cette manière, l'héritage idéologique apparait clairement et permet de comprendre pourquoi cette mouvance suscite des actions de résistance, tant aujourd'hui que par le passé.

« L'antifascisme, au contraire, se veut multiforme, défendant des valeurs de démocratie, de justice sociale et de défense des minorités. »



Les antifascistes sont des citoyen-nés comme tout le monde. Ils et elles sont animé-es par un sentiment de justice et se positionnent contre ce système fasciste qui se met en place.

Il est crucial de ne pas inverser les valeurs et de mettre dos à dos le fascisme et l'antifascisme. La violence est le moteur des groupes identitaires d'extrême droite, comme le prouvent leur mode d'action, leur entraînement à se confronter physiquement et leur appel au rejet et à la haine envers différentes communautés.

L'antifascisme, au contraire, se veut multiforme, défendant des valeurs de démocratie, de justice sociale et de défense des minorités. Il est essentiel de ne pas l'instrumentaliser à des fins politiques pour faire passer des mesures violentes de casse sociale.

« Contre l'extrême droite, il faut aller voter. La lutte commence dans les urnes »

Et en plus de ces citoyen-nés qui s'activent, Manuel Abramowicz ajoute en guise de conclusion : « *Contre l'extrême droite, il faut aller voter. Si les gens sont blasés, il faut les encourager à continuer à voter. On peut changer la donne, mais le travail doit être fait aussi dans les écoles. La lutte contre l'extrême droite démarre dans les urnes* ».

ET LE RÔLE DE LA COLONISATION DANS TOUT ÇA ?

Dans la continuité de notre cycle sur l'extrême droite, nous avons proposé une soirée sur le colonialisme : idéologie largement promue par les mouvements d'extrême droite et qui s'appuie sur des fondements suprémacistes pour se légitimer.

L'idéologie colonialiste a été développée durant la seconde partie du XIXe siècle par le mouvement colonial dans beaucoup d'États européens, se présentant notamment sous l'idée d'une « mission civilisatrice ». Elle était fondée sur la notion d'impérialisme et tentait de donner un fond de doctrine politique à la nouvelle vague de colonisation. Elle s'est appuyée sur la doctrine juridique élaborée depuis le XVIe siècle qui justifiait l'occupation de territoires sans maître ou non constitués sous forme d'État comme mode légal d'acquisition.

Pour développer ce sujet, nous avons diffusé le film « *Caoutchouc rouge et rouge coltan* » de Jean-Pierre Griez.

Après la diffusion du film, nous avons reçu Aliou Baldé, membre du collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations et responsable national de la Jeunesse Organisée et Combative (JOC).